

Entre Israël et les Emirats arabes unis, un nouvel axe stratégique

Depuis l'accord de normalisation des relations mi-août, les Israéliens voient Dubaï comme un nouvel eldorado

RÉCIT

DUBAÏ - envoyé spécial

Des notes de musique klezmer jaillissent du jardin d'un palace de Dubaï. La mélodie sautillante, caractéristique du folklore juif ashkénaze, fait se lever les invités de la noce. Les hommes en costume sombre, coiffés d'un chapeau noir ou d'une kippa, et les femmes en robe longue et colorée rejoignent les mariés au pied du dais nuptial. Au milieu des applaudissements et des « mazel tov » (que l'on peut traduire par « bonne chance »), quelques Dubaïotes en dichdacha blanche, la tunique traditionnelle des Arabes du Golfe, approchent pour observer ce curieux spectacle. C'est le premier mariage juif orthodoxe jamais célébré dans les Emirats arabes unis (EAU), riche pétromonarchie du golfe Arabo-Persique.

La vidéo de cette fête, tournée début décembre, s'est propagée à toute vitesse sur les réseaux sociaux. Elle est emblématique de l'ambiance euphorique, digne d'une lune de miel, qui règne entre les EAU et Is-

raël, à la suite de la normalisation de leurs relations diplomatiques. Annoncé mi-août et ratifié un mois plus tard sur la pelouse de la Maison Blanche, en même temps que la reconnaissance d'Israël par le royaume de Bahreïn, ce traité intergouvernemental a été suivi d'une avalanche d'accords bilatéraux, dans la technologie, les médias, le football, les services financiers, le tourisme, la recherche ou le transport aérien.

PROCESSUS « UNIQUE EN SON GENRE »

« Le processus de normalisation entre les Emirats et Israël avance à toute vitesse, et il est unique en son genre, reconnaît Hussein Ibish, chercheur à l'Arab Gulf States Institute de Washington. Les Emirats visent une intégration à tous les niveaux avec Israël, alors que les autres pays qui ont reconnu cet Etat, Bahreïn, le Maroc et le Soudan, ont des ambitions beaucoup plus limitées. » L'Institute for National Security Studies, le principal centre de réflexion israélien, a ouvert le dialogue avec l'Emirates Policy Center, son homologue émirati. La banque Hapoalim, poids lourd du secteur financier israélien, et Emirates NBD, le plus gros établissement financier de Dubaï, se sont engagés à coopérer.



Contrôle des passeports d'Israéliens, à leur arrivée à Dubaï, aux Emirats arabes unis, le 26 novembre.

KARIM SAHIB/AFP

L'Institut Weizmann des sciences et la Mohamed Ben Zayed University of Artificial Intelligence ont fait de même. Et ainsi de suite...

La levée du tabou de la normalisation est tellement radicale qu'un membre de la famille royale d'Abou Dhabi n'a eu aucun scrupule à racheter la moitié des parts du Beitar Jérusalem, club de football israélien tristement célèbre pour les débordements anti-Arabes de ses supporters. La chaîne israélienne i24News a signé un accord d'échange de contenus avec Abu Dhabi Me-

dia, un groupe audiovisuel, sans visiblement se préoccuper du fait qu'aux Emirats, régime despotique ultrasurveillé, les médias n'ont aucune liberté.

C'est sur Dubaï que se concentrent les appétits israéliens. La trentaine de vols par semaine désormais en place entre les deux pays, a déclenché une véritable ruée vers cette principauté, plaque tournante du tourisme et du commerce planétaire. Petits génies de la tech de Tel-Aviv, couples en gouquette, patrons de PME ou haredim de Mea

La question de la normalisation divise la famille royale saoudienne

Le prince héritier, MBS, fait des appels du pied à Israël, tandis que l'entourage de son père, le roi Salman, s'accroche à la cause palestinienne

DUBAÏ - envoyé spécial

Insaisissable Arabie. Le 6 décembre, le prince Turki Al-Fayçal, éminent membre de la famille royale saoudienne, monte à la tribune du Manama Dialogue. Cette conférence réunit chaque année dans la capitale de Bahreïn un aréopage de diplomates et de militaires arabes et occidentaux. Quelques jours plus tôt, la presse israélienne révélait la rencontre secrète, en Arabie saoudite, entre Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, et Mohammed Ben Salman, le puissant prince héritier du royaume, dit MBS.

Une première historique, perçue comme le possible prélude à une reconnaissance de l'Etat hébreu par le chef de file du monde sunnite. Les Emirats arabes unis et Bahreïn, deux très proches alliés de Riyad, n'ont-ils pas normalisé leurs relations avec Israël à la

mi-septembre, avec l'assentiment de leur grand voisin ? Ce dimanche, donc, les observateurs s'attendent à ce que le prince Turki, ancien ambassadeur aux Etats-Unis et ex-chef des services de renseignement du royaume, ménage Israël.

« Plaie ouverte »

Et c'est tout le contraire qui se passe. Sur un ton impavide, l'altessse saoudienne, âgée de 75 ans, vilipende « l'hypocrisie » de cet Etat, en des termes que l'on avait perdu l'habitude d'entendre dans la bouche des élites du Golfe. Israël, qui « se présente comme un petit pays à l'existence menacée » est « la dernière puissance coloniale occidentale au Proche-Orient », argue-t-il, un Etat qui enferme les Palestiniens « dans des camps de concentration », « démolit leurs maisons comme il veut », et « assassine qui il veut ». Pour en finir avec « cette

mascarade tragique », le prince exhorte le gouvernement israélien à se saisir de l'initiative de paix arabe, le plan qui promet à l'Etat juif la reconnaissance des 22 membres de la Ligue arabe en échange de la création d'un Etat palestinien sur les territoires occupés en 1967. « Vous ne pouvez pas traiter une plaie ouverte avec des antidouleurs », cingle Turki Al-Fayçal, dans une critique implicite des accords signés par Abou Dhabi et Manama.

Même si l'ancien maître espion saoudien a pris soin de préciser qu'il s'exprimait à titre personnel, son appartenance à l'une des branches les plus respectées de la maison des Saoud et ses prestigieux états de service ont lesté ses mots d'une immanquable gravité. Prenant la parole juste après lui, par visioconférence, le ministre des affaires étrangères israélien, Gabi Ashkenazi, n'a pu masquer son dépit. « Les fausses

accusations du prince saoudien reflètent pas l'esprit et les changements dans la région », a-t-il dit.

En octobre, un autre poids lourd de la dynastie saoudienne, le prince Bandar Ben Sultan, âgé de 71 ans, lui aussi ex-ambassadeur à Washington, avait tenu un discours au parfum radicalement inverse. Dans une interview à la chaîne Al-Arabiya, il avait étrillé la direction palestinienne, et notamment sa figure fondatrice, Yasser Arafat, présenté comme un menteur et un ingrat, ayant systématiquement raté les opportunités de paix.

Ce tête-à-queue démontre que sur la question ultrasensible de la normalisation, la famille régnante saoudienne est divisée. Les propos de Bandar, auxquels les médias du royaume ont donné un large écho, le relie au prince héritier, MBS. Depuis son arrivée sur le devant de la scène,

en 2015, ce trentenaire, plus sensible à la menace iranienne qu'à la cause palestinienne, multiplie les appels du pied en direction d'Israël, donnant l'impression de se préparer pour une reconnaissance de cet Etat. Les propos de Turki le rapprochent au contraire du roi Salman, le père de MBS, tenant d'une ligne diplomatique plus classique, hostile à une normalisation précipitée, qui se ferait au détriment des intérêts palestiniens.

« Equation très complexe »

« Il y a une cassure générationnelle, c'est exact, dit Hussein Ibish, chercheur au Arab Gulf State Institute de Washington. Mais il y a aussi une équation très complexe. Les mots de Turki Al-Fayçal viennent rappeler que l'Arabie n'est pas les Emirats ou Bahreïn. Compte tenu de ses responsabilités panislamiques, le royaume a des préoccupations uniques. »

Le pèlerinage à La Mecque, qui draine des millions de fidèles dans le royaume, constitue la deuxième source de revenus du pays après les exportations de pétrole. Une normalisation hâtive avec Israël pourrait abîmer l'image du royaume dans le monde musulman et mettre en péril cette manne financière. « Entre Israël et l'Arabie, il y a une masse d'obstacles que le narratif sur le rapprochement tend à minimiser », souligne Aziz Alghashian, un universitaire saoudien.

Le fait que les deux princes septuagénaires aient pu chacun exprimer leurs vues montre que la question n'a pas encore été tranchée. Mais la plus grande visibilité que les médias du royaume ont donnée aux déclarations de Bandar par rapport à celles de Turki incite à penser que la sensibilité pronormalisation devrait tôt ou tard l'emporter. ■

BENJAMIN BARTHE



Shearim, le quartier ultraorthodoxe de Jérusalem, tous veulent leur part de ce qu'ils perçoivent comme un eldorado, une promesse scintillante de fun, de gros contrats et de luxe à prix cassé.

«Dubai est la ville mondialisée par excellence, le monde entier y vient, et c'est aussi une ville qui a un besoin constant de se réinventer», observe Anthony Harris, ex-ambassadeur britannique à Abou Dhabi, reconverti dans les assurances à Dubai. Il était logique que les Israéliens s'y fassent une place. Les hôtels de la cité-Etat ont enrichi leur menu d'une offre casher et rivalisent d'ingéniosité pour s'adapter aux prescriptions du shabbat, le repos de fin de semaine, durant lequel les croyants ont l'interdiction d'utiliser des appareils électriques. Du 6 au 10 décembre, près de deux cents entrepreneurs israéliens ont participé, pour la première fois publiquement, à la Gulf Information Technology Exhibition (Gitex), grand-messe de l'innovation, organisée dans un immense centre de convention de Dubai.

«UNE PAIX CHAUDE»

La semaine dernière, des dizaines de milliers d'habitants de l'Etat hébreu ont visité l'émirat, à l'occasion des congés d'Hanoukka, la Fête des lumières, sorte de Noël du calendrier juif. Après l'assassinat du scientifique iranien Mohsen Fakhri Zadeh, fin novembre – une opération attribuée par Téhéran à l'Etat hébreu –, le gouvernement Nétanyahou avait déconseillé à ses citoyens de se rendre dans le Golfe, de peur qu'ils servent de cible à d'éventuelles représailles. Mais la mise en garde n'a pas fait le poids face à la nouvelle «dubaïmania».

«Les Israéliens meurent tous d'envie de venir ici», s'exclame Moshé Cohen, un avocat parti à l'affût d'occasions d'investissements. Entre nous et les Emirats, c'est une paix chaude, pas une paix froide comme avec l'Egypte et la Jordanie. Tu le sens dans les médias, dans la rue, où il n'y a pas de problèmes à se promener en kippa. Dans quelques semaines, il y aura plus d'Israéliens que d'émiratisés ici», ajoute-t-il par boutade, en référence au fait que les autochtones repré-

sentent seulement 5 % des 3,5 millions d'habitants de la cité.

«Après les perles, le pétrole et le tourisme, l'alliance avec Israël sera le nouveau moteur de croissance des Emirats», claironne Raphaël Nagel, un riche homme d'affaires juif allemand, familier de l'élite politique et marchande émiratie. Ce fan de Benjamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, a fondé l'Abrahamic Business Circle, un club d'entrepreneurs et de technocrates haut placés, dont l'objectif est le rapprochement entre le Golfe et l'Etat hébreu.

Un banquier européen basé à Dubai nuance: «J'ai mes collègues de Tel-Aviv tous les jours au téléphone. Le cash des Emirats les fait rêver. Mais certains Israéliens sont trop agressifs. Les Emiratis ne veulent pas d'une relation à sens unique, ils veulent profiter de l'expertise technologique israélienne, notamment dans le domaine agricole. Si les Israéliens ne comprennent pas cela, ils se feront mettre dehors.»

L'idylle s'observe aussi en Israël. Les vidéos d'émiratisés et de Bahreïnais reçus les bras ouverts à Tel-Aviv, qui s'extasiaient sur le pluralisme de la société israélienne ou distribuent des «shalom» à la cantonade se multiplient sur les réseaux sociaux. L'accueil est d'autant plus chaleureux que ces visiteurs ont le bon goût de ne pas critiquer le régime d'occupation militaire infligé aux Palestiniens, quelques dizaines de kilomètres plus loin.

Certains poussent même la déférence jusqu'à fustiger le régime de Ramallah dans des termes que ne renieraient pas les communicants de Nétanyahou. Ces scènes ont inspiré à des habitants de Kafr Qassem, un village arabe israélien, une parodie piquante. On les voit, déguisés de la dichdacha et du turban émiratis, se faire photographe et héler dans les rues de Tel-Aviv, là même où, en tenue normale, ils n'auraient suscité qu'indifférence ou suspicion.

Cet engouement, amplifié par tout un flot de comptes Twitter pronormalisation, apparus du jour au lendemain, provient du fait que les pouvoirs israélien et émirati partagent de nombreux points communs:

«APRÈS LES PERLES, LE PÉTROLE ET LE TOURISME, L'ALLIANCE AVEC ISRAËL SERA LE NOUVEAU MOTEUR DE CROISSANCE DES ÉMIRATS»

RAPHAËL NAGEL
homme d'affaires

l'aversion pour l'Iran, la dépendance à l'égard des Etats-Unis, le rejet indifférencié de l'islamisme, le dédain pour les revendications démocratiques arabes, le goût des opérations clandestines et musclées, le primat obsessionnel de la sécurité, l'investissement tous azimuts dans la cybertechnologie, etc. Entre «Bibi» – surnom donné à Benjamin Nétanyahou – et «MBZ» – celui donné à Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, l'homme fort des Emirats arabes unis –, les deux faucons du Proche-Orient, à la tête de petits pays surmilitarisés, l'alignement est frappant.

Il a été façonné et éprouvé par vingt années de dialogue secret. La coopération économique et sécuritaire israélo-émiratienne a commencé bien avant la cérémonie de septembre à la Maison Blanche. Un homme d'affaires pakistanais, familier des secrets de Dubai, se rappelle y avoir rencontré, dans les années 2000, l'homme qui orchestrait ces contacts clandestins côté israélien: le diplomate Bruce Kashdan. «Son garde du corps était une femme, capitaine dans les Sayeret Matkal», une unité d'élite de l'armée israélienne.

Dans une interview à la télévision israélienne, Ahmed Ben Sulayem, le fils de Sultan Ahmed Ben Sulayem, PDG de DP World, l'un des plus gros opérateurs portuaires du monde, a révélé venir en Israël depuis 2001, moyennant une discrète correspondance dans un pays proche. En 2008, coïncidence qui n'en est sûrement pas une, DP World a décroché la gestion du terminal conteneur du port de Tarragone, en Espagne, en partenariat avec une compagnie israélienne, Zim.

L'assassinat, en 2010, à Dubai, d'un cadre du Hamas, le mouvement islamique palestinien, par des agents secrets israéliens, n'a gelé ce rapprochement que brièvement. Un consultant occidental se souvient des vols réalisés par l'un de ses amis, pilote d'une compagnie de jets privés, entre la Turquie et les Emirats. «Il allait chercher les responsables d'une entreprise israélienne chargée d'installer le système de surveillance électronique des frontières émiraties», ajoute-t-il. «Cela fait des décennies que les deux pays travaillent ensemble», reconnaît M. Nagel.

Le fait que «MBZ» n'ait pas à composer avec une opinion publique remuante, contrairement à ses homologues bahreïni, soudanais et marocain, dope la convergence entre les deux parties. La majorité des Emiratis, très peu politisés, sont persuadés que leur leader est un visionnaire qui va stabiliser la région. Pour les autres, l'appareil de sécurité veille. Des messages ont été passés, mettant en garde contre toute critique publique des accords. Les esprits sceptiques et les pro-palestiniens irréductibles ont compris qu'ils avaient le choix entre se taire et changer d'avis.

C'est l'option qu'a choisie le politiste Abdullah Abdelkhalq, porte-voix officieux du pouvoir. Longtemps hostile au pas de deux des monarchies du Golfe avec Israël, cet universitaire en vante aujourd'hui les mérites. «Je ne l'aime pas personnellement, mais cet accord donne aux Emirats l'image d'un faiseur de paix, d'un champion de la tolérance. Cela va nous amener de nouveaux amis et, en attendant, cela consolide notre relation avec la prochaine administration américaine.»

Dans les milieux démocrates, proches du président élu, Joe Biden, la réputation des EAU a pâti des frasques de leur principal allié, le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, initiateur de la désastreuse intervention arabe au Yémen et probable commanditaire de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. «Ces dernières années, quand l'ambassadeur émirati aux Etats-Unis appelait les élus démocrates au Congrès, ceux-ci ne se précipitaient pas pour répondre, confie M. Ibish. Au lendemain de l'annonce de la normalisation, ce sont les démocrates qui ont appelé l'ambassadeur pour le féliciter.»

En retour, le très militariste «MBZ» a été grassement payé. En plus d'une armada de F-35 américains et de drones de combat du type MQ-9 Reaper («faucheuse» en an-

glais), qui leur donneront la maîtrise du ciel dans le Golfe, les forces armées émiraties s'attendent à recevoir un appareil de guerre électronique ultrasophistiqué, le Boeing EA-18 Growler. «Aucun autre pays de la région n'obtiendra de telles armes dans les vingt prochaines années», proclame M. Abdelkhalq. Cela renforcera notre dissuasion face à l'Iran.»

Les dirigeants émiratis rêvent aussi de l'Iron Dome (Dôme de fer), le système antimissile israélien, déployé le long de la bande de Gaza. Bien qu'ils disposent déjà des batteries américaines Patriot, ils continuent de se sentir vulnérables face au programme balistique iranien. «La question d'un transfert de cette technologie se posera dans les années à venir», prédit M. Ibish. Les Israéliens pourraient demander en échange un déploiement de conseillers militaires sur le sol des EAU. Ils se retrouveraient de cette manière sur la frontière avec l'Iran.»

LA CAUSE DES PALESTINIENS

En réponse aux accusations de trahison des Palestiniens, les responsables émiratis affirment que, sur ce dossier, leur position n'a pas changé. Après avoir obtenu, en échange de la normalisation, le gel du projet d'annexion de la Cisjordanie brandi par Nétanyahou, ils affirment toujours soutenir la création d'un Etat palestinien. M. Abdelkhalq en veut pour preuve le fait que, ces dernières semaines, son pays a soutenu, à l'Assemblée générale des Nations unies, sept résolutions critiquant la poursuite de l'occupation israélienne. «Les Israéliens n'ont pas apprécié, et ils nous l'ont fait savoir. Mais nous avons désormais un levier de pression sur eux. S'ils se livrent à des actions que nous n'aimons pas, nous pourrions toujours geler le rapprochement, voire faire marche arrière.»

Dans les années 2000, en pleine répression de la deuxième intifada, le Qatar et Oman, alors aux avant-postes du rapprochement avec l'Etat hébreu, avaient réagi de cette manière. Les bureaux de représentation commerciale qu'Israël avait été autorisé à ouvrir à Doha et Mascate avaient dû fermer sous la pression de l'opinion publique. Mais, depuis, la donne dans le Golfe a complètement changé.

Du fait de la montée en puissance de l'Iran, le lobby pronormalisation, obligé de se faire discret il y a vingt ans, tient aujourd'hui le haut du pavé, avec le soutien tacite des pouvoirs en place. «Les Palestiniens ont droit à un Etat, mais leur cause n'est plus une priorité», professe l'éditorialiste saoudien Abdulrahman Al-Rashed, qui réside à Dubai. Les accords de normalisation auraient dû être signés il y a vingt ans. Les Etats du Golfe ont plus en commun avec Israël qu'avec beaucoup d'Etats arabes.»

A court ou à moyen terme, un nouvel aggiornamento diplomatique émirati, dans un sens encore plus favorable à Israël, n'est pas à exclure, par exemple sur la question de l'UNRWA, l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens. Alors qu'en 2018 et 2019 les Emirats avaient largement financé son budget, contribuant, avec le Qatar et l'Arabie saoudite, à compenser l'arrêt du financement américain décrété par Donald Trump, cette année, Abou Dhabi n'a quasi rien donné à l'organisation, pourtant au bord de la banqueroute.

Selon les informations du Monde, les responsables émiratis réfléchissent à un plan d'action destiné à faire disparaître progressivement l'UNRWA, sans conditionner cette évolution à une résolution du problème des réfugiés. Ce faisant, Abou Dhabi se rallierait à une revendication de longue date d'Israël, qui martèle que l'agence fait obstacle à la paix en entretenant les réfugiés dans le rêve d'un retour sur les terres d'où leurs parents ont été chassés en 1948. Le ministre d'Etat aux affaires étrangères émirati, Anwar Gargash, n'a pas donné suite à la demande de précision du Monde sur ce point. Une chose est sûre: il n'y aura pas de marche arrière. Un nouvel axe stratégique est en cours d'émergence, avec lequel les pays du Proche-Orient devront apprendre à compter. ■